

Direction Générale des Services
GB/TM/DB/KB

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2025392

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal et mesures spécifiques de sécurité

Ventes du blé de l'espérance et de sablés - PEEP

Le Maire de la Commune du Lavandou

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L. 2213-1 et suivants,

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2122-1 et suivants portant réglementation des occupations du domaine public,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L. 511-1,

Vu le Code de Commerce et notamment l'article L.310-2,

Vu la demande reçue par mail en date du 10 novembre 2025 de l'Association « PEEP », représentée par Monsieur Florian BERNARDINI, afin d'organiser une vente du blé de l'espérance et de sablés les 27 et 28 novembre 2025 et les 1^{er}, 2 et 11 décembre 2025, devant le groupe scolaire Marc Legouhy,

Considérant qu'il convient de réserver un emplacement sur l'emprise du domaine public communal afin de permettre l'organisation et le bon déroulement de cette manifestation,

Considérant qu'il convient d'édicter des mesures de sécurité particulières,

Considérant la nécessité pour l'autorité de police d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées et proportionnées, et d'autoriser l'inspection visuelle et à la fouille des bagages à main,

ARRETE

Article 1 : L'Association « PEEP », représentée par Monsieur Florian BERNARDINI, est autorisée à occuper l'emplacement du domaine public communal, tel que figuré sur le plan annexé au présent arrêté, situé Avenue Jules Ferry, entre l'école maternelle et primaire du groupe scolaire Marc Legouhy, pour l'organisation de ventes du blé de l'espérance et de sablés aux dates suivantes :

- Vente du blé de l'espérance : 27 et 28 novembre 2025, 1^{er} et 2 décembre 2025 de 16h15 à 16h40.
- Vente de sablés le 11 décembre 2025, toute la matinée.

Article 2 : La présente réglementation sera matérialisée sur site par des barrières et panneaux réglementaires mis en place par les Services Techniques Municipaux au moins 48 heures avant.

Article 3 : À l'issue de la manifestation, l'organisateur s'engage à restituer les lieux dans leur état de propreté initiale.

Article 4 : La présente autorisation est consentie à titre gratuit.

Article 5 : Les agents de police municipale présents dans le périmètre règlementé, sont autorisés, pour les raisons de sécurité publique susmentionnées, « à procéder à la l'inspection visuelle des bagages à main et, avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille », conformément aux dispositions du Code de la Sécurité Intérieure, tout au long de la manifestation.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulon, sis 5, rue Racine – 83000 TOULON – dans les 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

La présente autorisation pourra également, le cas échéant faire, l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans le délai de 2 mois à compter de sa notification au bénéficiaire et de sa publication. Ce recours aura pour effet de prolonger le délai de recours contentieux de deux mois à compter soit de la décision expresse de rejet soit au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et les services de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Lavandou, le 20 novembre 2025

Le Maire
Gil Bernardi



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification faite par mail le

